

*Transnational Climate Change Governance*, Harriet BULKELEY  
*et al.*, 2014, New York, Cambridge University Press, 212 p.

Nils Moussu

Volume 45, Number 4, December 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1030141ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1030141ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Moussu, N. (2014). Review of [*Transnational Climate Change Governance*, Harriet BULKELEY *et al.*, 2014, New York, Cambridge University Press, 212 p.] *Études internationales*, 45(4), 665–667. <https://doi.org/10.7202/1030141ar>

ce n'est pas forcément une caractéristique commune à tous les groupements autochtones. À l'exception du chapitre de Sarah Krakoff et Jon-Daniel Lavalée, les contributions à l'ouvrage ont tendance à ne pas interroger le bien-fondé de ce point de vue, qui est quand même un des arguments fondamentaux justifiant la reconnaissance des droits des populations autochtones dans le régime climatique.

Claudio BRENNI  
*Centre d'histoire internationale  
 et d'études politiques de la mondialisation  
 Institut d'études politiques, historiques  
 et internationales  
 Université de Lausanne, Suisse*

### **Transnational Climate Change Governance**

*Harriet BULKELEY et al.,  
 2014, New York, Cambridge  
 University Press, 212 p.*

Comment appréhender la multitude d'initiatives, de partenariats, de réseaux et autres alliances formant ce que Bulkeley et ses neuf coauteurs qualifient de gouvernance transnationale du changement climatique (GTCC) ? Diversion, *greenwashing* et perte de temps ou, au contraire, panacée face à l'incapacité des États à adopter un accord global sur le climat ? Au-delà des études de cas menées jusqu'à présent, l'apport majeur de cet ouvrage réside dans la prise en compte de soixante initiatives transnationales vues comme représentatives de la GTCC dans son ensemble. Plus encore, la diversité des questionnements à travers lesquels ces initiatives sont examinées, l'insertion dans les débats sur les relations transnationales, la gouvernance et le changement climatique,

ainsi que la mobilisation de trois larges perspectives théoriques – centrées sur les acteurs, les dynamiques sociales et systémiques, et l'analyse critique des évolutions du capitalisme néolibéral – concourent à la nécessité d'une exploration approfondie de la GTCC comme phénomène complexe et protéiforme.

L'analyse retrace d'abord la formidable émergence de la GTCC dès la fin des années 1980, au gré des dynamiques intérieures au régime du changement climatique et d'évolutions économique-politiques plus vastes. Les différentes facettes de la GTCC privée, hybride et publique sont ensuite examinées en termes d'acteurs, de domaines d'intervention et de moyens mis en œuvre pour gouverner le climat (chapitre 4). Mais ce sont véritablement les trois chapitres suivants qui forment selon nous le cœur de l'ouvrage.

Au chapitre 5 sont détaillés les domaines d'intervention des soixante initiatives : énergie, marchés du carbone, forêts et infrastructures majoritairement. Loin de se combiner aléatoirement, ces domaines se regroupent au sein de quatre *clusters* spécifiques, centrés respectivement sur les marchés du carbone, le niveau local ou régional, l'énergie ou le développement, et d'un *cluster* généraliste. Les différentes interprétations des causes du changement climatique et les domaines d'intervention qu'elles engendrent sont ainsi mis à jour, mais également, en creux, les domaines *de facto* exclus de la GTCC, voire très peu investis, à l'image de l'adaptation au changement climatique.

Bien loin d'être un phénomène global et homogène, la concentration géographique de la GTCC en Europe,

en Amérique du Nord et en Asie est également examinée. Ainsi, l'immense majorité des soixante initiatives ont été prises par des acteurs de pays à revenu élevé, reflétant une claire division Nord-Sud. Les acteurs du Sud participent pourtant à plus des trois quarts des initiatives une fois mises en œuvre, dessinant alors un paysage de variations régionales qui marginalisent largement l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne et l'Océanie. L'implication géographiquement inégale des acteurs dans la GTCC ainsi que les indications d'une forme de spécialisation spatialement déterminée conduisent dès lors à la nécessaire caractérisation de la dimension transnationale de ce type de gouvernance (chapitre 6).

Enfin, le chapitre 7 aborde les dimensions déterminantes de l'autorité et de la légitimité de la GTCC, soit des conditions et des processus par lesquels ces initiatives parviennent à être reconnues comme des gouverneurs légitimes du climat en l'absence *a priori* d'autorité formelle ou légale. Les auteurs montrent par exemple comment, de manière contre-intuitive, les initiatives privées basent leur autorité sur le consentement et non sur le consensus, et nécessitent dès lors un haut niveau d'institutionnalisation et différentes formes d'établissement de règles, monitoring et certification gouvernant principalement les marchés du carbone. Mais c'est surtout un « écosystème » complexe qui est décrit, dans lequel s'affrontent diverses revendications à l'autorité et à la légitimité, entre un ensemble dominant qui s'appuie sur le marché, l'efficacité et l'expertise et un ensemble potentiellement contre-hégémonique, soutenu

par des impératifs moraux et de justice, ainsi que par des conceptions proches de l'écologie politique.

Dans l'ensemble, grâce à un vaste travail empirique, l'ouvrage dresse un tableau contrasté de la GTCC, loin des descriptions monolithiques de ce phénomène. L'impact direct de la GTCC est bien sûr très difficilement quantifiable sur la base des émissions de gaz à effet de serre évitées, ce qui soulève de sérieux doutes sur sa capacité à offrir une réponse adéquate aux immenses défis posés par le changement climatique. Pour autant, les auteurs soulignent ses nombreux effets indirects, en particulier sur la gouvernance du changement climatique dans sa globalité, et défendent l'idée de l'émergence d'un complexe de gouvernance globale du climat dans lequel la GTCC aurait une place à part entière (chapitre 8).

Pour conclure, on regrettera que les critères d'inclusion et les principes ayant guidé le choix définitif de ces soixante initiatives en particulier – choix crucial pour les analyses subséquentes – n'aient pas été discutés plus longuement. Des interrogations subsistent dès lors concernant certaines initiatives, par exemple quant à leur capacité à gouverner effectivement le changement climatique plutôt qu'à simplement influencer par divers moyens la création et le fonctionnement de la gouvernance du climat. De plus, le choix de l'éclectisme théorique aurait pu être thématiqué de manière plus critique afin d'en évaluer les apports indéniables, mais également les éventuelles limites ainsi que ses liens avec la nature singulière de cette entreprise éditoriale réunissant dix auteurs dans une seule

et même monographie. Pour autant, ces réserves n'enlèvent rien à l'intérêt incontestable de l'ouvrage dont la lecture fournira aussi bien les repères indispensables pour se plonger dans la jungle que constitue de prime abord la GTCC que de fructueuses pistes pour des recherches à venir.

Nils MOUSSU

*Institut d'études politiques et internationales  
Université de Lausanne, Suisse*

### ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

#### **Sahel. Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir**

*Bérangère ROUPPERT et al., 2013,  
Bruxelles, GRIP, 134 p.*

*Sahel – Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir* est un ouvrage collectif réalisé par le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP). Dans la lignée de nombreux ouvrages publiés à la suite du conflit nord-malien amorcé en 2012, il participe à éclairer une région méconnue et souvent délaissée dans l'étude des relations internationales. Les chapitres de l'ouvrage sont des études de cas focalisées sur les enjeux spécifiques d'États clés de la région : le Mali, le Niger, l'Algérie et la Mauritanie. Malgré le titre de l'ouvrage, la remise en contexte des dynamiques régionales est faite sur un temps assez court dans la plupart des chapitres – les dernières décennies écoulées –, ceux de Frédéric Deycard et Ferdaous Bouhleb faisant exception. En effet, ces derniers s'appliquent à offrir une analyse historique riche de nuances pour définir les tendances lourdes et interroger les

évolutions des dynamiques et imaginaires régionaux, à travers respectivement les cas nigérien et mauritanien. Par ailleurs, l'ouvrage collectif a un angle éminemment sécuritaire et se penche, notamment, sur les tensions vécues par les autorités centrales malienne et nigérienne avec leurs populations touarègues des régions septentrionales. Le chapitre coécrit par Bérangère Rouppert et Antonin Tisseron est iconique de l'angle sécuritaire choisi, car il aborde dans une démarche comparative les politiques étrangères européennes et américaines de lutte contre la violence politique dans l'espace sahélo-saharien. Il permet de compléter le portrait de cette région en se focalisant sur les acteurs extérieurs. Globalement, les chapitres dialoguent habilement et permettent, par les études de cas, d'éclairer à travers différents angles les relations qu'entretiennent entre eux les États de la région et leurs rôles respectifs sur les questions sécuritaires à l'échelle locale, nationale et régionale, sans éluder pour autant le rôle des puissances occidentales, particulièrement la France et les États-Unis.

Le chapitre de Frédéric Deycard est l'un des plus éclairants. Se focalisant sur les Touaregs du Niger, il permet de saisir les relations et les conflits entretenus par les Touaregs avec le gouvernement nigérien et le régime de Kadhafi, sujet très faiblement documenté, contrairement au cas malien. Il permet de nuancer les relations établies entre le régime de Kadhafi et les Touaregs nigériens, en mettant en lumière les ruptures générationnelles au sein de la communauté touarègue et les ambiguïtés de